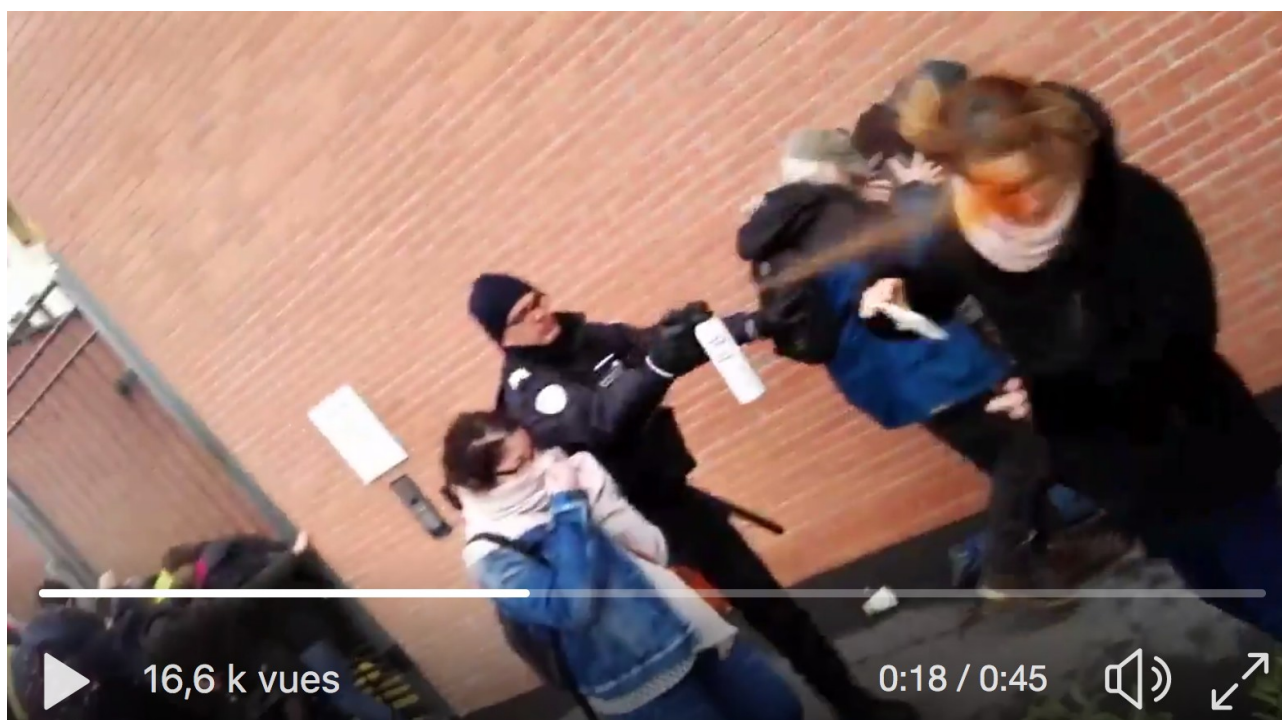


Toulouse, le 20 mars 2018 :



Des grévistes gazé.es au Rectorat de Toulouse, le communiqué de Sud Education 31-65



Mardi 19 mars, l'administration du rectorat a demandé l'intervention des forces de polices contre ses propres agents.

150 agents de l'éducation nationale : enseignant.es, précaires, stagiaires ont bloqué le rectorat, soutenus par des personnels de la fonction publique et du privé qui ont voulu marquer leur solidarité dans le cadre de cette journée de mobilisation interprofessionnelle. Cette action était annoncée publiquement depuis une semaine. Le Rectorat, pourtant informé, n'a pas jugé bon de prendre les précautions nécessaires afin d'assurer le concours national, agrégation interne de mathématiques notamment, qui avait lieu ce jour là. Pour rattraper leur erreur d'appréciation du mouvement de grève, le rectorat a choisi de faire appel à la brigade anti criminalité et la police nationale afin de libérer le passage du camion transportant les copies.

Les personnels enseignant.es, précaires, stagiaires revendiquaient dans le calme, tout à fait pacifiquement et étaient tout à fait disposés au dialogue. Ce qui ne leur a pas empêché d'être brutalisés, jeté-es à terre, gazés à bout portant, insulté.es et discriminé-es (propos sexistes) par les forces de police aux ordres d'un gouvernement devenu complètement paranoïaque.

SUD Éducation 31-65 dénonce cette intervention policière qui a été particulièrement violente , notamment par l'utilisation massive et à bout portant de gaz lacrymogène sur nos collègues , ce qui a entraîné plusieurs blessures.

Ces blessures s'ajoutent malheureusement à la longue liste des centaines de blessé-es, éborgné-es, mutilé-es depuis le début du mouvement social actuel.

Nous exigeons : l'arrêt de toutes les violences policières et de toutes les armes qui tuent et mutilent.

Nous continuerons à nous opposer aux lois Blanquer que rejette massivement le personnel d'éducation.